Immigration—Loi

L'autre question à laquelle le gouvernement n'a pas répondu concerne l'éventualité d'un soulèvement spontané dans une région du globe. Le Cabinet, chargé d'établir la liste des pays sûrs, devra sans doute y faire aussi des ajouts et des suppressions. Pourra-t-il réagir avec assez de célérité pour que, en cas de conflit interne qui pousse les ressortissants d'un certain pays à venir se réfugier au Canada, nous ne leur répondions pas que, malheureusement, d'après la liste, leur pays est toujours un endroit sûr et nous ne pouvons pas leur venir en aide? Comme nous n'aurions pas encore tenu compte des événements de dernière heure, les fonctionnaires chargés de la présélection seraient forcés, en s'inspirant de la liste, de renvoyer dans leur pays des réfugiés peut-être bien légitimes.

Le Cabinet dirige les affaires du pays et fait face à diverses pressions internes. A l'heure actuelle, il se préoccupe beaucoup de libre-échange et de questions d'ordre économique. Il se peut que durant une absence prolongée du vice-premier ministre (M. Mazankowski) ou du premier ministre (M. Mulroney), on tarde à réviser la liste des pays sûrs. Entre-temps, quel tribut auront dû payer ces personnes qui ont demandé le statut de réfugié et n'ont pas été autorisées à mettre le pied ici pour obtenir un examen de leur situation parce qu'elles se trouvent dans un pays qui figure encore sur la liste mais aurait dû en être rayé? Ce sont là des considérations d'ordre pratique dont la politique doit tenir compte. En confiant cette liste au cabinet, on lui confie une bien délicate responsabilité.

● (1520)

Devant les faits, moi-même et d'autres députés, avons proposé un certain nombre d'amendements pour tenter d'éviter les problèmes. Au départ, nous estimions que le concept des pays sûrs était inutile. En fait, lorsque les personnes qui viennent au Canada obtiennent une audience, les membres de la Commission du statut de réfugié devraient déterminer si leur demande est légitime sans s'en remettre au hasard et sans prendre les risques inhérents à la présélection et au concept des pays sûrs.

Puisque le gouvernement tenait absolument à inclure ce concept dans la mesure législative, nous avons proposé que le cabinet rédige une liste qui ne servirait que de référence et qu'il ne serait pas obligatoire de respecter à la lettre. Une telle liste aiderait simplement les membres de la Commission du statut de réfugié. Ainsi, lorsqu'il y aurait des erreurs ou lorsque des modifications s'imposeraient, les membres de la Commission pourraient prendre la liberté de passer outre. Le gouvernement a refusé.

Nous avons aussi suggéré que la section du statut de réfugié soit chargée de dresser la liste des pays sûrs. Ce sont les employés de cette section qui traitent les demandes, ils connaissent la situation géopolitique des autres pays et sont en rapport avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le réseau international. Par conséquent, nous aurions la certitude que la liste serait établie, mise à jour et examinée régulièrement par des personnes compétentes qui travaillent dans le domaine, jouissent de crédibilité et en font leur priorité première plutôt que par le cabinet qui doit s'occuper de mille et une choses en même temps et pour qui cette liste vient bien loin au rang des priorités.

Les recommandations en ce sens ont été faites dans le but d'éviter les problèmes pratiques prévus par la plupart des organismes qui ont abordé le concept des pays sûrs dans leur témoignage. Tous nos efforts sont demeurés vains. Le gouvernement s'est entêté, il voulait se débarrasser du projet de loi et c'est ce qu'il a fait.

Quelles sont les conséquences du concept des pays sûrs en regard de la Convention des Nations Unies? Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sera-t-il enchanté que le Canada adopte une loi consacrant le principe du pays sûr et le dégageant, essentiellement, de toutes ses responsabilités sur d'autres? Quel message transmettons-nous aux pays où nous renverrions ces personnes, ou aux pays signataires de la Convention des Nations Unies qui sont invités à respecter leurs engagements envers les réfugiés tandis que nous déclarons aux réfugiés que nous aurons pour politique de les renvoyer ailleurs, si nous le pouvons.

Le message n'est pas positif. De plus, il sera pour les autres pays une excuse et une invitation à faire de même. D'autres pays se demanderont pourquoi ils ne feraient pas comme le Canada qui a joué un rôle de premier plan envers les réfugiés, mais qui fait reposer une mesure législative sur le principe du pays sûr. Presque tous les pays signataires ou non de la Convention reconnaîtront dans une loi le principe du pays sûr, et le monde entier deviendra un troisième pays sûr. Les réfugiés, renvoyés d'un pays à l'autre, devront faire le tour du globe, ils sombreront dans le désespoir et deviendront peut-être des proies encore plus faciles pour les conseillers, fraudeurs, exploitateurs et manipulateurs qui leur proposeront des moyens d'entrer clandestinement dans un pays.

Bien que nous n'approuvions pas les demandes injustifiées et frauduleuses, nous préférons transmettre le message que les demandes présentées officiellement recevront un examen juste et rapide plutôt que de fermer les entrées légales, de susciter un plus grand désespoir et, à cause de l'effet cumulatif, de laisser les manipulateurs et autres prendre l'initiative d'un mouvement d'immigration clandestine dans notre pays et ailleurs.

A long terme, le principe du pays sûr ne sera d'aucun avantage, ni pour le Canada ni pour nos partenaires internationaux. Nous préférons payer le prix maintenant et nous doter d'un système qui laisse les gens courir leur chance, qui les tire du désespoir et leur évite de verser 10 000 \$ ou 20 000 \$ à un capitaine de navire pour se faire emmener au Canada parce qu'ils ne voient pas d'autre moyen de se faire accorder le statut de réfugié. Nous proposons de supprimer cette menace, de payer maintenant ce qu'il en coûte au lieu de payer plus cher, plus tard.

L'autre retombée du principe du pays sûr que perçoivent de nombreux organismes de réfugiés, c'est que le gouvernement ne favorise pas l'idée d'examiner les demandes individuelles sur le sol canadien. Le gouvernement voudrait peut-être retourner à la simplicité des années 60 où il préférerait faire la sélection dans les camps de réfugiés. Les choses étaient alors beaucoup plus nettes et ordonnées. Je suppose que tout le monde aimerait vivre dans ce monde idéal ou revivre le passé. Mais cette ère est révolue. Nous cherchons actuellement à régler un problème qui nous préoccupe, nous et toute la communauté internationale, depuis nombre d'années. C'est à la fois impossible et